

«Le transport par câble est une solution d'avenir pour le Valais»

NATHALIE LUYET L'association Altitude 1400 a sondé le développement du canton dans une journée de réflexion publique et participative à Sion. Sa présidente nous résume les fruits des échanges.

PAR AGATHE.SEPPEY@LENOUVELLISTE.CH / PHOTO HELOISE.MARET@LENOUVELLISTE.CH

Dans quel Valais vivra-t-on demain? L'interrogation est immense, stimulante, périlleuse. Ce samedi 16 novembre à la Ferme-Asile de Sion, elle a alimenté les échanges et débats des participants à la journée «Valais A-venir» organisée par Altitude 1400. L'association, militante pour un développement territorial durable dans les Alpes, souhaitait questionner l'évolution du canton. Notamment suite au refus populaire des Jeux olympiques Sion 2026: «Il a souvent été entendu que ce refus représentait un frein important au développement et à la croissance du Valais», présentait-elle. Quels chemins prend donc notre région? Quelles propositions faire aux politiques pour un futur qui s'écrit dans la durabilité? Entre tables rondes et ateliers participatifs, plusieurs pistes ont été discutées. Nathalie Luyet, présidente d'Altitude 1400, architecte et urbaniste, nous synthétise les fruits des réflexions de cette journée.



Pour Nathalie Luyet, présidente d'Altitude 1400, la durabilité doit être discutée avec les citoyens.

Nathalie Luyet, en quoi notre canton est-il en train de changer?

Je crois que c'est toute la société qui change. Nous sortons définitivement du paradigme déployé par les Trente Glorieuses, où l'objectif était de faire de l'argent. Réussir, c'était gagner. Aujourd'hui, la génération des jeunes de 20 ans n'a plus le même but. Ils veulent avoir une vie de qualité qui soit aussi en cohérence avec l'environnement au sens large, soit la nature et les écosystèmes.

Quel est le plus gros défi pour le Valais de demain?

La mobilité fait partie des grands chantiers. C'est une question compliquée en Valais à cause de la morphologie du canton. Elle est essentielle parce que, encore une fois, la société change. On ne veut plus se déplacer partout tous azimuts, du moins plus en voiture, parce qu'on se rend compte que cela a des conséquences sur le climat, sur la nature et sur le coût des infrastructures à entretenir.

Quelles idées ont été émises pour relever le challenge de la mobilité de l'avenir?

Il y a eu notamment la piste de revaloriser les quartiers. C'est-à-dire remettre tout ce dont on a besoin à proximité des habitations, à savoir des espaces de loisirs et des commerces. Cela permettrait de se déplacer tant à pied qu'à vélo. De plus, l'utilisation plus large du transport par câble est réellement une solution d'avenir. Le temps de trajet est rapide, l'infrastructure légère, son efficacité est énorme par rapport à l'investissement et aucun combustible n'est utilisé. Les communes l'ont compris et se mettent en marche.

En termes d'aménagement du territoire, le Valais, après la Lex Weber et la LAT, doit repenser son zonage dans la majorité des communes. Comment doit-il le faire?

Le zonage sépare: il y a un endroit où l'on dort, un endroit où l'on consomme des loisirs et un endroit où l'on travaille. Si, dans les plans d'affectation de zone, on réintroduisait les zones mixtes, cela

permettrait de mieux utiliser les locaux. Les architectes pourraient imaginer des lieux qui sont voués à se transformer.

L'alimentation et l'agriculture étaient aussi au cœur des discussions.

On revient au problème du zonage. Pourquoi n'envisage-t-on pas que chaque parcelle puisse accueillir de l'agriculture? Pourquoi ne donnerait-on pas accès à des carrés de potager aux familles qui logent dans un immeuble? Chaque mètre carré gagné permet d'augmenter la productivité et donc la quantité de nourriture produite. Aujourd'hui, les paysans se battent pour maintenir leurs terres parce que chaque mètre carré perdu met en péril la bonne marche de leur exploitation. Il est possible de faire du fourrage en ville, cela crée de beaux prés fleuris et cela peut nourrir quelques bêtes.

Face aux enjeux du territoire, comment doit-on bâtir pour le futur?

On ne peut plus bétonner sans se poser des questions de responsabilité. L'écoconstruction est une solution responsable. Le béton et le bois sont des matériaux intéressants et utiles, mais pas toujours. Il faudrait aussi favoriser les chaînes courtes et les essences indigènes. On pourrait par exemple utiliser les cailloux des rivières, qui doivent de toute façon être nettoyés, pour faire des bétons aux couleurs très proches du paysage.

Vous avez insisté pour que les citoyens puissent amener leurs propositions ce week-end.

Les citoyens ont une vision extrêmement pragmatique, liée à la vie du quotidien. Il est pertinent de les intégrer aux discussions et il faudrait le faire pour chaque projet. Qu'il soit politique, architectural, urbanistique.

La constituante réécrit la constitution valaisanne de demain. Quel espoir votre association, Altitude 1400, met-elle dans cette révision?

La constituante peut interroger la gouvernance, et à nos yeux c'est un point essentiel. Il est vital de décloisonner les administrations, de leur permettre d'être flexibles et agiles. Cela reviendrait à mettre en place des organisations sur-mesure pour servir des objectifs, à l'image de la construction d'une école par exemple. Il ne faudrait plus que les projets doivent se coincer dans des organigrammes statiques, mais que les organigrammes s'adaptent aux projets.

Qu'allez-vous faire des propositions énumérées durant cette journée?

Nous allons les résumer dans un document que nous allons déposer dans les mains de plusieurs acteurs. A savoir, les autorités cantonales et communales, les membres de la constituante et certainement aussi les principaux influenceurs économiques. Nous allons y ajouter un courrier fait de questions auxquelles nous attendrons des réponses des autorités. Enfin, nous voulons reconduire l'événement de ce week-end en monitorant nos pistes pour voir comment elles sont prises en compte.

De l'autoroute pour vélos aux conseils de quartiers

Lors d'ateliers participatifs, des propositions concrètes de changements pour le Valais du futur ont été imaginées par le public. Par exemple, en termes de mobilité, la création d'une autoroute pour vélos et d'arrêts de covoiturage dans les villages a été émise, tout comme la gratuité des transports publics entre la plaine et la montagne. L'ouverture d'espaces de coworking, de conseils de quartiers et de lieux culturels placés en altitude a aussi été évoquée au chapitre sociétal. Enfin, la diminution voire l'extinction de l'éclairage public, pour limiter la pollution lumineuse, a été discutée.

Pourquoi ne donnerait-on pas accès à des potagers aux familles qui logent dans un immeuble?

NATHALIE LUYET
PRÉSIDENTE D'ALTITUDE 1400